

Dichte der Aneinanderreihung von Urkunden nicht hinterfragbar und unanfechtbar, fast in der Form einer Klageschrift. Einen Begriff für diesen „Typ“ von Chroniken muß erst noch gefunden werden, denn er stellt eine Mischform aus Stifterchronik und Chartularchronik dar.

CARTUSIA NUMQUAM REFORMATATA ?

La réforme constitutionnelle de l'ordre cartusien au XIII^e siècle¹

FLORENT CYGLER

En 1986, le regretté Jacques DUBOIS notait avec justesse dans un article critique : « Le fameux adage *Cartusia numquam reformatata quia numquam deformata* a empoisonné les recherches historiques. En supposant que rien n'a jamais changé, on commet des anachronismes sans nombre ».² De fait, le terme « réforme » se lit en toutes lettres à plusieurs reprises dans le corpus des textes normatifs cartusiens – on pensera ici avant tout aux statuts *De reformatione* promulgués par le prieur de Chartreuse Bernard de la Tour (1247-1249 et 1253-1257) en 1248³ – ou, du moins, peut être appliqué à quelques épisodes de la longue histoire de l'ordre cartusien.⁴

Le plus marquant de ces épisodes est sans aucun doute le conflit constitutionnel, particulièrement âpre, qui opposa une trentaine d'années durant, dans la seconde moitié du XIII^e siècle (1251-1281), la maison-mère de l'ordre et son chef aux prieurs des autres chartreuses. Ce conflit a déjà parfois retenu, après celle notamment de l'annaliste cartusien dom Charles LE COUTEULX, qui en

¹ Le présent article reprend, développe et actualise voire révisé sur certains points le chapitre correspondant de ma thèse : F. CYGLER, *Das Generalkapitel im hohen Mittelalter. Cisterzienser, Prämonstratenser, Kartäuser und Cluniazenser (Vita regularis 12)*, Münster 2002, p. 271-283 (« Der ordensinterne Streit um das Definitorium und den antiquus rigor cartusiensis ordinis [1253-1281] »).

² J. DUBOIS, *Les institutions monastiques au XII^e siècle. À propos des Coutumes de Chartreuse rédigées par Guigues et éditées par un Chartreux*, dans : *Revue d'histoire de l'Église de France* 72 (1986), p. 209-244, ici p. 211. Cf. ID., *Certosini. II. Osservazioni critiche nel quadro della storia monastica generale*, dans : *Dizionario degli istituti di perfezione* 2 (1975), col. 802-821, ici col. 803-805 : « 'Cartusia numquam reformatata' ».

³ *The Statuta Jancelini (1222) and the De reformatione of Prior Bernard (1248)*, ed. J. HOGG (*Analecta cartusiana* 65/2), Salzburg 1978, p. 5-23. Le volume cité n'est pas une édition, mais seulement la reproduction photomécanique et paginée du ms. Grande Chartreuse 1 Stat. 23.

⁴ Voir rapidement DUBOIS, *Certosini* (voir n. 2), col. 804 s.

donna aussi en partie les pièces principales⁵, l'attention des chercheurs.⁶ Le sujet n'est toutefois pas encore épuisé, comme vient opportunément le rappeler le très récent travail de fond de Giancarlo ANDENNA sur la papauté et les chartreux au XIII^e siècle⁷, qui, en particulier, verse au dossier des sources disponibles deux importants documents tout à fait inédits retrouvés dans les archives vaticanes.⁸ Il n'est donc pas inutile de revenir sur la question pour en faire un point à la fois actualisé et complet.

Objet et déroulement du conflit

Définitivement institué en 1155, à l'issue d'un processus d'une dizaine d'années au cours duquel la communauté d'observance composée des quelque 15 monastères suivant alors les *Consuetudines Cartusiae* rédigées entre 1121 et 1128 par

⁵ Ch. LE COUTEULX, *Annales ordinis cartusienis ab anno 1084 ad annum 1429*, 8 vol., Montreuil-sur-Mer 1887-1891, ici vol. 4, p. 160 s. (1254), 164-178 (1255), 186 s. (1256), 272-276 (1268), 280-282 (1269), 295-300 (1271), 325-328 (1277) et 350-352 (1281).

⁶ Voir principalement, outre la référence déjà donnée *supra*, n. 1, J. PICARD, Grande Chartreuse, dans : ID. e.a. (dir.), *La Grande Chartreuse, et les chartreuses de Portes, Sélignac et Pierre Chatel* (Analecta cartusiana 61), Salzburg 1986, p. 10-47, ici p. 16-19 ; L. MOULIN, L'Assemblée, autorité souveraine dans l'Ordre des Chartreux, dans : *Res publica* 12 (1970), p. 5-75, ici p. 15-27 et J. SIMMERT, Zur Geschichte der Generalkapitel der Kartäuser und ihrer Akten (cartae), dans : *Festschrift für Hermann Heimpel zum 70. Geburtstag am 19. September 1971* (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte 36/3), Göttingen 1972, p. 677-692, ici p. 681-684. Les considérations de Jean PICARD et de Johannes SIMMERT restent rapides voire sommaires, celles de Léon MOULIN, certes plus amples, sont parsemées de nombreuses imprécisions ou erreurs et ne sont presque jamais référencées ; elles sont en outre souvent agrémentées de commentaires personnels, admiratifs et exclamationnels, de leur auteur et, surtout, chronologiquement indifférenciées, la période embrassée allant de la fondation de la Grande Chartreuse à la date de rédaction de l'article.

⁷ G. ANDENNA, I certosini e il papato da Onorio III a Bonifacio VIII, dans : P. DE LEO (dir.), *L'Ordine certosino e il Papato dalla fondazione allo scisma d'Occidente*, Soveria Mannelli 2003, p. 95-147, ici particulièrement p. 122-132 (« Gli interventi istituzionali di Alessandro IV : la lotta contro i poteri del priore e dei monaci della Grande Chartreuse ») et 135-140 (« Clemente e gli interventi per limitare i poteri del Capitolo generale e ripristinare l'autorità del priore della Grande Chartreuse »). Giancarlo ANDENNA, ne s'intéressant qu'aux interventions directes des pontifes romains, ne parle malheureusement plus de notre sujet au-delà du pontificat de Clément IV.

⁸ *Ibid.*, p. 144-147 : « Appendice documentaria ». Ces deux documents de 1252 obligent à corriger la chronologie du conflit.

Guigues I^{er}, cinquième prieur de la Grande Chartreuse (1109-1136)⁹, s'était muée en ordre religieux¹⁰, le chapitre général, qui avait été l'élément essentiel de cette transformation, détenait depuis le pouvoir suprême dans l'ordre¹¹ et fonctionnait de la façon suivante :

*Capitolo igitur singulis annis collecto, praesentibus universis tam Prioribus totius ordinis, prout fieri poterit, quam Cartusiae monachis, auditis atque diligenter ventilatis quaestionibus, quae ibi subortae fuerint, Prior Cartusiae assumptis quatuor Prioribus, necnon quatuor ex monachis Cartusiae, in partem secedet : ibique prout pietas et justitia dictaverit, auditas quaestiones terminabit ; Et quicquid ab eis definitum fuerit, ratum ac stabile permanebit.*¹²

Concrètement, le pouvoir décisionnel se trouvait donc aux mains non de l'assemblée plénière des prieurs, mais d'un définitoire d'en tout neuf membres (prieur de la Grande Chartreuse et huit définiteurs)¹³, dont pas moins de cinq profès de Chartreuse, laquelle avait été qualifiée, lors des réunions capitulaires de 1140/1141 et 1155, de « mère et nourrice des autres [chartreuses] »¹⁴ et de

⁹ Guigues I^{er}, prieur de Chartreuse, *Coutumes de Chartreuse*. Introduction, texte critique, traduction et notes par un Chartreux [ed. M. LAPORTE] (Sources chrétiennes 313), Paris 1984 (texte : p. 147-295).

¹⁰ Voir CYGLER, Das Generalkapitel (voir n. 1), p. 206-221 : « Von der Gründung der Grande Chartreuse (1084) bis zu den *Consuetudines Guigonis* (ca. 1127) : die Geburt einer Observanzgemeinschaft » et « Die ersten Generalkapitel des 12. Jahrhunderts : die Verwandlung in einen Orden ». Cf. MOULIN, L'Assemblée (voir n. 6), p. 11-15 et SIMMERT, Zur Geschichte (voir n. 6), p. 678-680.

¹¹ Cf. M.P. ALBERZONI, I Certosini fra *Consuetudines* e *Statuta* : Gli Sviluppi Istituzionali fino alla Metà del XIII Secolo, dans : S. CHIABERTO (dir.), *Certose di Montagna, certose di pianura. Contesti territoriali e sviluppo monastico*, Borgone di Susa 2002, p. 103-116, ici p. 107-112 (« Il capitolo generale ») et CYGLER, Das Generalkapitel (voir n. 1), p. 228-241 (« Erste Bestimmungen in den frühen Statuten und Definitionen bis zu den *Statuta Jancelini* [1222/1223] ») et « Stufen der Verrechtlichung bis zu den *Antiqua statuta* [1259-1272] »).

¹² Die ältesten *Consuetudines* der Kartäuser, ed. J. HOGG (Analecta cartusiana 1), Berlin 1970 (réimpr. : Salzburg 1973), p. 130.

¹³ Cf. MOULIN, L'Assemblée (voir n. 6), p. 36, n. 6 : « [...] dans le système cartusien, le Chapitre Général n'est pas composé par la réunion des différents Prieurs, ou Supérieurs ou délégués locaux, comme c'est le cas dans tous les autres Ordres. [...] Le Définitoire n'est pas une commission à qui le Chapitre Général aurait délégué ses pouvoirs : il est statutairement le Chapitre Général [...] ».

¹⁴ Die ältesten *Consuetudines* (voir n. 12), p. 120 : « [...], quod si domui Carthusiae, quae aliarum mater est et nutrix, [...] (extrait d'une des décisions du chapitre de 1140/1141).

« mère et origine du *propositum* [cartusien] ». ¹⁵ Au sein de ce groupe, le prieur de la maison-mère, par ailleurs, tenait d'évidence le premier rôle. ¹⁶ Le nouveau libellé de la disposition citée dans les *Statuta Jancelini* de 1222 est à cet égard tout aussi net que celui de 1155 :

[...], *ad que examinanda, iudicanda seu determinanda prior Cartusie singulis diebus, cum viderit oportunum, surgit convocatisque III^{or} ex prioribus et ex monachis Cartusie seorsum III^{or}, cum ipsis super singulis annotatis habito diligenti tractatu secundum Deum, prout viderit expedire, determinat et, scriptis commendata in capitulum rediens, recitat sicut fuerint diffinita absque contradictione tenenda.*¹⁷

Par la suite, il fut certes précisé que les définites seraient indirectement élus par un comité *ad hoc* lui aussi paritairement composé de deux prieurs et de deux profès de Chartreuse ; le prieur de la Grande Chartreuse était cependant, ici aussi, concerné au premier chef car c'est lui qui nommait ces derniers.¹⁸

¹⁵ Ibid., p. 129 : [...] *ut ad domum vestram* [la Grande Chartreuse], *quae nostri propositi mater est et origo*, [...] (extrait de la lettre adressée par le couvent de la chartreuse de Portes aux prieur et couvent de la Grande Chartreuse à l'occasion du chapitre de 1155).

¹⁶ Cf. la formulation, juste et pointue, de SIMMERT, *Zur Geschichte* (voir n. 6), p. 681, qui compare les définites cistercien et cartusien au XII^e siècle : « Aber während in Citeaux dieses Kollegium [le définitoire] nur beratende Funktionen hatte, wird in der Chartreuse die höchste Entscheidungsgewalt der Priorenversammlung entzogen, *de iure* ins Definitorium, *de facto* in die Hand allein des Priors der Grande Chartreuse gelegt, [...] ».

¹⁷ The *Statuta Jancelini* (voir n. 3), p. 125 (transcription et ponctuation de ma main).

¹⁸ Ordinations of the Carthusian General Chapter between the *Statuta Jancelini* and the *Statuta antiqua*, ed. J. HOGG, dans : *The Chartae of the Carthusian General Chapter*, vol. 21 (*Analecta cartusiana* 100/21), Salzburg 1989, p. 103-136, ici p. 135, n° 181 : *In principio Capituli Prior Cartusiae ponet duos Priores et duos monachos Cartusienses, qui eligant quatuor Priores et quatuor monachos de numero monachorum Cartusiae. Et isti octo simul cum Priore Cartusiae diffiniant omnes quaestiones Capituli.* LE COUTEULX, *Annales ordinis cartusiensis* (voir n. 5), vol. 4, p. 158 s. date cette disposition d'environ 1250, ce qui me semble quelque peu tardif. Ainsi ne figure-t-elle pas dans la copie des actes des chapitres généraux tenus entre 1250 et 1379 prise à la fin du XVII^e siècle par dom Jean Chauvet (ms. Grande Chartreuse 1 Cart. 14, vol. 1), qui, il est vrai, est fort lacunaire pour les années 1250 : cf. *Transumptum ex chartis capituli generalis* : Ab anno 1250 Ad Annum 1379, a V.P.D. Joanne Chauvet, *Professo cartusiae & Scriba Ordinis* (MS. Grande Chartreuse 1 Cart. 14, Tome 1), ed. J. CLARK (*Analecta cartusiana* 100/29), Salzburg 1998, p. 2-7 (années 1250, 1258 et 1259).

C'est justement et presque seulement sur ces différents points, à savoir la désignation, la composition et le fonctionnement du définitoire, ainsi que le rôle alors imparti au prieur et aux moines de la Grande Chartreuse, que porta le long conflit dont il sera ici question. L'enjeu immédiat était de taille : la détention et l'exercice du pouvoir dans l'ordre cartusien.

Première phase : les trois arbitrages des années 1250

Environ un siècle après 1155, l'*ordo Cartusiensis* comptait autour de 50 maisons.¹⁹ Le relatif équilibre numérique de 1155 entre prieurs présents au chapitre général d'une part et profès de la maison-mère d'autre part n'existait donc plus ; le déséquilibre était même devenu plus que patent. C'est au plus tard lors du chapitre général de 1251 que le conflit entre les deux parties en présence, qui semble-t-il couvait déjà depuis quelque temps²⁰, éclata. Le 25 novembre 1252, le pape Innocent IV (1243-1254), auquel les chartreux avaient fait appel, confirmait, en en donnant par la même occasion *in extenso* le libellé, la sentence ren-

¹⁹ MOULIN, *L'Assemblée* (voir n. 6), p. 15 et SIMMERT, *Zur Geschichte* (voir n. 6), p. 682 donnent tous deux le chiffre de 58 ; en revanche, M. LAPORTE, *Grande Chartreuse* (La), dans : *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique* 21 (1986), col. 1088-1107, ici col. 1093 donne pour 1257, juste avant la fondation de la Chartreuse de Paris (Vauvert) par saint Louis cette même année, « 44 chartreuses de moines et 3 de moniales ».

²⁰ En 1208 déjà, le pape Innocent III avait dû confirmer, à la demande expresse du prieur et du couvent de la Grande Chartreuse, la *formam* [...] *capituli generalis ab universis prioribus totius ordinis constitutam : Privilegia ordinis cartusiensis et multiplex confirmatio eiusdem*, ed. J. AMORBACH, Bâle 1510 (réimpr., avec pagination moderne, dans : *The Evolution of the Carthusian Statutes from the Consuetudines Guignois to the Tertia compilatio*. Documents, 4 vol., ed. J. HOGG (*Analecta cartusiana* 99/1-4), Salzburg 1989, vol. 4, p. 511-626 ; c'est cette reproduction que j'utilise ici), p. 540, n° 17. LE COUTEULX, *Annales ordinis cartusiensis* (voir n. 5), vol. 3, p. 327, se référant au même document, évoque en plus un fait fort intéressant : « [...], quo Innocentius [III] primis gratis novas addens, 'justisque precibus inclinatus Jancelini et Conventus Cartusiae aliquam circa celebrationem Capituli generalis mutationem timentum ; formam ejusdem Cap. gen. ab universis Prioribus totius Ordinis constitutam, [...], autoritate Apostolica confirmat' ». Quelle réalité qualifie cette « aliquam circa celebrationem Capituli generalis mutationem » effrayant prieur et moines de la Grande Chartreuse ? Il est à mon sens très vraisemblable que les prieurs de l'ordre avaient dès alors commencé à revendiquer une représentation plus juste et conforme à leur nombre au sein du définitoire.

due le 22 avril précédent par le cardinal-prêtre cistercien Jean de Saint-Laurent in Lucina, qu'il avait chargé de régler l'affaire.²¹

Présentant pour commencer la délégation qu'il avait reçue du pontife et évoquant à mots à peine couverts la profonde discorde régnant parmi les chartreux, Jean écrivait : *Sane dominus papa considerato processu quem in generali servatis [les chartreux] Capitulo circa modum ipsius quedam que correctione indigere noscuntur, nostre commisit diligentie corrigenda et alia pro emergentibus casibus de novo statuenda precepit, per que inter vos pax et unitas in posterum sinceritas conservetur.*²² La toute première mesure que le cardinal fit figurer au nombre de ces *corrigenda et alia* [...] de novo statuenda fut de supprimer, après l'avoir sévèrement condamnée et réprouvée, la *pravam consuetudinem fraterne caritatis emulam et livoris et discordie incentricem* en vertu de laquelle, d'une part, le prieur de la Grande Chartreuse désignait seul, avant de se joindre à eux, les *electores* nommant les définiteurs et selon laquelle, d'autre part, ceux-ci étaient à égalité recrutés parmi les prieurs de l'ordre et les moines de la maison-mère, ce dans le but avoué de mettre fin à la suprématie, voire à l'arbitraire de celle-ci et de son chef.²³ Désormais, le soin de choisir six (et non plus quatre) *electores diffinitorum* reviendrait aux prieurs des six chartreuses les plus anciennes (Grande Chartreuse, Portes, Les Écouges, Durbon, Silve-Bénite et Meyriat)²⁴ ; les *electores*, tous des prieurs, siègeraient à part, de façon à ce que

²¹ ANDENNA, I certosini e il papato (voir n. 7), p. 144-146 (sentence du cardinal Jean) et 146 s. (confirmation pontificale : bulle *Cura dilectus filius*).

²² Ibid., p. 144.

²³ Ibid. : *In primis siquidem ne prior et conventus Cartusie super generale Capitulum specialem sibi prerogativam domini vindicare ac illico pro sue voluntatis arbitrio ducere seu regere videantur sicque aliis contra ipsos murmurandi seu obloquendi materia in posterum adimatur, pravam consuetudinem fraterne caritatis emulam et livoris et discordie incentricem quam dictus prior electores diffinitorum dicti Capituli eligit et interest eorum electioni cum ipsis ac iidem una cum eodem priore de monachis Cartusie quatuor et de universitate priorum quatuor dumtaxat priores ad diffiniendum cum eodem priore universas causas et questiones Capituli, [...], eligunt, auctoritate domini pape nobis super hoc tradita reprobamus et eam penitus abolemus.*

²⁴ Ibid., p. 144 s. : *Eadem auctoritate firmiter statuentes ut Cartusie, Portarum, Escubiaram, Durbonis, Silve Benedicte et Maiorevi priores si presentes extiterint vel si abfuerint loco ipsorum priores antiquorum domorum, Spiritus Sancti gratia in generali Capitulo more solito invocata et ceteris que ante institutionem electorum diffinitorum consueverunt fieri rite peractis, prior Cartusie primus unum de universitate priorum deinde prior Portarum alterum et consequenter quilibet priorum predictarum domorum de universitate predicta singulariter suo ordine nominet alium electorem diffinitorum capituli memorati.* Vu l'appartenance religieuse du cardinal Jean, on ne peut s'empêcher de supposer ici une application du principe de séniorité cher aux cisterciens, qui, comme on sait, reconnaissaient aux abbés des quatre premières « filles » de Cîteaux (La Ferté, Pontigny, Clairvaux et Morimond) un certain nombre de prérogatives constitutionnelles

soit garanti le secret de leurs votes et exclue toute prise d'influence extérieure, et n'étaient plus comme définiteurs que des pairs.²⁵ Les compétences et l'autorité du définitoire, de même que les procédures relatives à d'autres *negocia* à traiter lors du chapitre restaient quant à elles inchangées.²⁶

Suivaient quelques modifications mineures concernant la commission pénale *ad causas fugitivorum et expulsores ordinis audiendas* d'une part²⁷ et le « chapitre privé » d'autre part, instance qui, depuis au moins les *Statuta Jancelini*, assurait l'intérim du chapitre général entre deux de ses sessions et se réunissait en cas de besoin à la Grande Chartreuse²⁸ – notamment : les membres de la première, deux prieurs et deux moines de Chartreuse contre deux prieurs auparavant²⁹,

propres, notamment dans le cadre du chapitre général quant à la nomination et la composition du définitoire : voir CYGLER, Das Generalkapitel (voir n. 1), p. 58 s. Nomination et identité des définiteurs firent du reste au XIII^e siècle, chez les cisterciens aussi, l'objet d'une vive et longue controverse entre l'abbé de Cîteaux et les premiers abbés, plus particulièrement celui de Clairvaux : voir *ibid.*, p. 71-75 (avec références aux sources et à la bibliographie utile).

²⁵ ANDENNA, I certosini e il papato (voir n. 7), p. 145 : *Et statim quod dicti electores a prefatis prioribus fuerint nominati absque aliis segregatim secedant in partem de electione diffinitorum ipsorum inter se secreto et libere tractaturi et ne processus impediatur Capituli deum habentes pre oculis quanto celerius poterunt de ipsa universitate octo priores quos ferventiorum habere zelum ad ordinis honestatem ac discretiores esse cognoverint ad earum ambigua dirimenda diligenti deliberatione prehabita eligere teneantur et [...].*

²⁶ Cf. *ibid.* : *Diffinitores autem predicto modo una cum priore Cartusie, si cum eis voluerit interesse, omnes questiones et causas in Capitulo generali propositas, [...], habito seorsum de ipsis comuni tractatu et consilio diligenti sine personarum defectu prout melius poterunt secundum deum et ordinis honestatem iusto iudicio diffiniant et decident. Quorum diffinitioni et sententie nulli priori vel monacho eiusdem ordinis impune liceat contraire nisi iniquitatem vel errorem contineat manifestum. In aliis vero negociis eiusdem Capituli, utpote in respondendo proclamantibus culpam, misericordiam postulantibus et ceteris similibus prior Cartusie libere suum officium more solito exequatur.*

²⁷ Les contours de cet organe sont encore très flous dans les *Statuta Jancelini* ; cf. *The Statuta Jancelini* (voir n. 3), p. 122 : *In generali capitulo ut expeditius procedatur, dominica [...] et tractatur de fugitivis et expulsis* (transcription et ponctuation de ma main).

²⁸ Voir *ibid.*, p. 127 s. : *Sunt preterea privata capitula pro negociis et questionibus supra annum emergentibus necessaria decidendis, ad que quicumque vocati fuerunt ex prioribus, si infirmitas corporis non impediatur, necesse habent occasione seu dilatione frustratoria cessante in domo Cartusie convenire. In quibus [...]* (transcription et ponctuation de ma main).

²⁹ Ordinations of the Carthusian General Chapter (voir n. 18), p. 134, n° 175 : *Tempore generalis Capituli instituantur duo Priores, qui causas expulsores et fugitivorum audiant et numerum ipsum.*

seraient aussi désignés par les *electores diffinitorum*³⁰, et le second compterait au moins cinq prieurs au lieu de trois.³¹

L'arbitrage du cardinal Jean, tout en ne changeant rien aux structures déjà en place, excluait ainsi complètement les moines de Chartreuse des principaux organes et rouages de décision, diminuait considérablement la quasi-omnipotence de leur supérieur et renforçait d'autant la position constitutionnelle des autres prieurs ; à ces titres, il constituait pour la maison-mère, outre peut-être un camouflet, en tout cas une véritable défaite – défaite dont elle ne s'accommoda pas. Le 28 avril 1255 en effet, tout comme l'avait fait son prédécesseur Innocent, entre-temps décédé, Alexandre IV (1254-1261) approuvait et promulgait, en en donnant le texte intégral, une nouvelle *ordinatio* du cardinal Jean datée du 14.³² L'exposé du pape, qui reprend en partie celui du cardinal, offre un récit circonstancié des événements depuis 1251 : après qu'Innocent IV eut été saisi par les chartreux d'une *super processibus et ordinatione* [...] *generalis capituli materia questionis* et que la (première) sentence du cardinal Jean eut été aussi, une fois confirmée par Innocent, appliquée, les moines de la maison-mère, *asserentes ex predicta ordinatione se gravatos*, avaient interjeté appel³³ ; Alexandre avait alors reconduit Jean de Saint-Laurent comme arbitre, et le cardinal avait élaboré une seconde *ordinatio* censée terminer l'affaire *de consensu partium*.³⁴

³⁰ ANDENNA, I certosini e il papato (voir n. 7), p. 145 : *Porro ne fugitivorum et expulsoꝝ ordinis cause periculose in posterum negligatur, constitutioni predictae adicimus ut a supradictis electoribus ad causas fugitivorum et expulsoꝝ ordinis audiendas duo de universitate predicta priores et duo monachi Cartusie comuniter eligantur, qui [...].*

³¹ Ibid. : *Circa privata vero Capitula que per annum apud Cartusiam fieri pro emergentibus de novo causis contigerit id statuimus observandum ut videlicet prior Cartusie quinque ad minus de prioribus ordinis qui viciniore et suo iudicio discretiores existant ad huius Capitula suis litteris advocare procuret et de ipsorum consilio singula in eisdem Capitulis de causis ipsis secundum deum et regularia ordinis instituta ordinet et disponat. Cf. The Statuta Jancelini (voir n. 3), p. 86 : *Ceterum quod de questionibus que supra annum ad domum Cartusie deferuntur, prior et conventus eiusdem domus convocatis tribus prioribus disposuerint firmum fore capitulum generale decrevit.**

³² *Privilegia ordinis cartusienſis* (voir n. 20), p. 549-551, n° 37 (bulle *Orta dudum inter*).

³³ L'exposé du cardinal était sur ce point plus détaillé que celui du pape ; *ibid.*, p. 550 : [...], *fratres domus cartusie per nostram ordinationem se gravatos asserentes, procuratorem suum ad curiam destinarunt, qui cum indefesso [sic] clamoris instantia et importunitate duiturna super hoc petiit a summo pontifice sine culpa sua gravatis misericorditer provideri, pro sua parte non imprudenter adiiciens, quod cum ipsi fuerint in possessione vel quasi ponendi vel habendi quatuor monachos cum quatuor prioribus qui diffiniunt illa possessione per nostram ordinationem extiterunt indebite spoliati.*

³⁴ Ibid., p. 549 : *Orta dudum inter vos filii prior et fratres cartusie ex parte una, et vos filii priores cartusienſis ordinis ex altera super processibus et ordinatione vestri generalis capituli materia questionis felicis recordationis innocentius papa predecessor noster, dilecto filio nostro iohanni tituli sancti laurentii*

De son côté, Jean précisait avoir agi en 1252 *partibus non vocatis*³⁵, puis expliquait avoir alors *sententialiter* exclu les moines de Chartreuse en vertu du principe de droit *Dominium* [ou : *Imperium*] *par non habet in parem* et de ses logiques implications quant aux rapports entre supérieurs et subordonnés.³⁶

Cette fois-ci, le cardinal avait pris soin d'entendre les parties³⁷ et sut se montrer plus conciliant envers la tradition constitutionnelle cartusienne et les revendications de la Grande Chartreuse. Aussi modifia-t-il son jugement de 1252 sur deux points importants : les moines de Chartreuse pourraient être aussi bien *electores* que *diffinitores* (mais ne disposeraient plus d'office de la moitié des sièges dans les deux groupes), et tous les prieurs présents au chapitre général seraient chaque année à tour de rôle appelés, selon l'ancienneté de leur maison, à désigner les *electores*.³⁸ Dans la foulée, Jean reconnaissait au définitoire la *plenitudo*

in lucina presbytero cardinali commisit, ut sine iudicii strepitu corrigeret super hoc ea que ad utilitatem ipsius ordinis et super statu ipsius capituli corrigenda erant vel etiam reformanda, qui super his quamdam ordinationem fecit quam idem predecessor auctoritate apostolica confirmavit. Et licet huiusmodi ordinatio in eodem capitulo tunc proximo celebrato fuerit observata, vos tamen fratres cartusie asserentes vos ex predicta ordinatione gravatos ad nostram super hoc providentia recurristis. Cum itaque huiusmodi negocium eidem cardinali commiserimus iudicio vel concordia terminandum, idem cardinalis negocium ipsum per quamdam ordinationem de consensu partium terminavit, [...].

³⁵ Ibid., p. 549 s. : *Verum quia dicti draconis nequicia operante, inter prefatos fratres [les chartreux] suborta fuit materia questionis, precipue super processibus et ordinatione sui generalis capituli, felicis recordationis dominus innocentius papa quartus, motu proprio vel instinctu alieno, nobis fratri iohanni miseratione divina tituli sancti laurentii in lucina presbytero cardinali, tamque ex proprio commisit officio, sine strepitu iudicii partibus non vocatis, ea que ad utilitatem ipsius ordinis et super statu capituli generalis corrigenda erant vel etiam reformanda.*

³⁶ Ibid., p. 550 : *Nos vero sicut simplicitati religionis congruere videbatur, iuris ordine non servato, sententialiter ordinavimus monachos claustrales non debere admitti cum prioribus ordinis ad diffiniendum sedente generali capitulo, nec ad aliquid cum eisdem statuendum, cum tales priores obligent universos, nec fas sit iuxta legitimas sanctiones, ut dominium habeat par in parem, et multo minus minimus in maiorem, et huiusmodi constitutiones edite vel edende, non a minoribus ad maiores, sed a maioribus derivari debeant ad minores.*

³⁷ Ibid. : *Nos vero vocatis partibus que fuerunt evocande et auditis de plano que fuerunt hincinde coram nobis proposita, [...].*

³⁸ Ibid. : *Videlicet quod singulis annis collecto capitulo generali apud cartusiam, primus prior cartusie unum discretum et idoneum nominet diffinitorem electorem, scilicet quem voluerit de monachis domus cartusie, vel de prioribus in eodem capitulo congregatis. Deinde quinque priores primarum domorum ipsius ordinis singulariter singuli diffinitorum singulos alios nominent electores sive de prioribus sive de cartusie monachis in eodem capitulo congregatis seu constitutis. Hoc pensato de equali et debita portione, ut quinque predicti priores qui diffinitorum electores nominant annis mutantur singulis successive domorum ordine conservato descendendo scilicet per singulos priores usque ad ultimum inclusive, et postmodum a capite inchoando, priore cartusie non mutato. Sex igitur electores statim postquam ut*

*potestatis*³⁹ et – importante nouveauté par rapport à 1252 – fixait les modalités de prise de décision en son sein, instaurant une subtile procédure très largement tributaire du vote du prieur de la Grande Chartreuse : une définition recueillant son suffrage et celui d’au moins quatre définiteurs serait adoptée ; une définition en faveur de laquelle ne s’exprimeraient que cinq ou six définiteurs *sine* [...] *priore cartusie* serait, bien que disposant de la majorité numérique, rejetée ; enfin, en cas de vote positif de sept ou huit définiteurs, mais de vote négatif du prieur de la Grande Chartreuse, la décision reviendrait à un comité arbitral *ad hoc* de trois membres – l’un nommé par le prieur de la Grande Chartreuse, l’autre par les définiteurs et le dernier d’un commun accord par les deux parties à la fois – devant se prononcer à l’unanimité.⁴⁰ Pour terminer, le prélat cistercien, cachant

supra dictum est nominati fuerint secedant in locum ad hoc specialiter deputatum, et brevi tractatu inter se habito, absque ulla personarum, partium, nationum vel conditionum acceptione eligant octo diffinitores pro sue arbitrio voluntatis, sive de seipsis sive de prioribus, sive de monachis cartusie in eodem capitulo congregatis quos teste fidelis consciencia suo crediderint iudicio qualibet exceptione digniores.

³⁹ Ibid. : *Qui diffinitores electi et nominati habebunt plenitudinem potestatis una cum priore cartusie ordinare, statuere et diffinire que secundum deum et propositi cartusiensis observationem melius et utilius in ipso capitulo viderint ordinanda.*

⁴⁰ Ibid. : *Ita quod quicquid a priore cartusie cum quattuor de prelibatis diffinitoribus ad minus vel cum pluribus diffinitum fuerit vel statutum plenam habebit in toto ordine firmitatem. Quinque vero vel sex sine predicto priore cartusie nihil cum effectu poterunt ordinare, sed septem vel octo si aliquid ordinauerint vel statuerint quod priori cartusie memorato non placeat, tunc eligantur duo arbitri, unus ex parte prioris cartusie, et alius ex parte diffinitorum, et tertius sit communis de toto electus monachorum cartusie et priorum collegio, ita tamen quod nullus sit de diffinitoribus supradictis. Et quicquid ipsi tres super ordinatione illorum septem vel octo diffinitorum dixerint esse tenendum utile vel expediens, vel etiam respuendum erit ratum et firmum et per totum ordinem inuolabiliter observandum, alias vero non. Le recours à une commission d’arbitrage similaire avait été préconisé par la sentence de 1252, mais ne concernait que les éventuels appels des décisions du « chapitre privé » auprès du définitoire du chapitre général ; ANDENNA, I certosini e il papato (voir n. 7), p. 145 s. : *Et si de hiis que in ipsis capitulis [privatis] ordinata fuerint vel statuta questionem seu querelam a persona vel conventu alicuius domorum ordinis deferri contingat ad Capitulum generale, ea diffinitorum eiusdem Capituli sententia terminetur. Ipsaque dictorum diffinitorum sententia diffinita numquam super eadem questione deinceps conquerens in Capitulo audiatur nisi ut de aliis est expressum iniquitatem vel errorem contineat evidentem, aut nisi majorem partem vel medietatem eorumdem diffinitorum interfuisse constiterit Capitulis antedictis. Tunc enim ut questionis eiusdem diffinitio sine suspitione procedat precipimus ut prior Cartusie pro se et prioribus quos ad dicta Capitula convocabit unum eligant [sic] de ipsa universitate priorem et illi qui questionem vel querelam moverunt priorem alterum pro se ponant, tercio de comuni consensu tam dicti prioris Cartusie quam querelantis seu questionem moventis adsuncto et illi tres vel unus de duobus cum tercio per partium consensum adiuncto habentes pre oculis solum deum secundum iusticie tramitem et statuta ordinis motam diffiniant questionem, nulla cuiquam super questione vel querela ipsa post huius diffinitionem audientia in Capitulo concedenda.**

mal ce qui ressemble à un certain scepticisme vis-à-vis des instances et usages constitutionnels cartusiens, se contentait de sanctionner l’existence des « chapitres privés » sans maintenant se prononcer plus avant sur leur composition, tenue et façon d’opérer.⁴¹

Cette seconde *ordinatio* était marquée du sceau du compromis : les profès de Chartreuse recouvraient leur éligibilité aux offices d’*elector* et de *diffinitor*, les prieurs se voyaient attribuer un rôle et une place plus conformes à leur nombre, et le prieur de la Grande Chartreuse conservait une appréciable prééminence. Désireux de lui donner un caractère définitif, Alexandre IV ordonna, le 11 mai 1255, à l’archevêque de Vienne et à son suffragant l’évêque de Grenoble de veiller à ce qu’elle fût dûment respectée et appliquée par les chartreux.⁴² Deux jours plus tard, c’est aux intéressés eux-mêmes qu’il s’adressait, sur un ton autrement plus solennel que dans la bulle du 28 avril.⁴³ Dans sa lettre, le pape exhortait les chartreux à faire cesser toute querelle et à refaire leur unité et n’hésitait pas à considérer les troubles des dernières années comme étant l’œuvre de Satan, écrivant alors :

*Digne itaque de corde nostro profunda emitti suspiria, et ab oculis vestris debent irrigua profluere lacrymarum, quod apostata ille angelus qui concitavit in celo turbinem et suam atque suorum sequacium pro superbie vitio perdidit claritatem, vos quondam electa vasa domini et lucis filios molitus est reddere tenebrosos suscitando inter vos altercationis et rixe materiam ut transiret in nihilum quidquid vobis est per merita mansuetudinis seu pacis et concordie acquisitum.*⁴⁴

De tels propos témoignent non seulement de la rare âpreté caractérisant la confrontation entre communauté de Chartreuse et prieurs de l’ordre, mais aussi de l’inquiétude du pape quant au devenir de la sentence qu’il venait d’approuver. De fait, un an et demi plus tard, le 10 octobre 1256, c’est un tout

⁴¹ *Privilegia ordinis cartusiensis* (voir n. 20), p. 550 : *Privata vero capitula super annum ut eorum alludamus vocabulo celebrabuntur in illa forma quam generale capitulum ordinabit. De même, Jean se gardait d’édicter quelque prescription que ce fût au sujet des juges en charge des *causae expulsores et fugitivorum*.*

⁴² Ibid., p. 547 s., n° 35.

⁴³ Ibid., p. 548 s., n° 36 (bulle *Amictus lumine sicut*).

⁴⁴ Ibid., p. 548.

autre arbitrage, daté du 20 février 1255, qu'il confirmait – cette fois à la demande des chartreux.⁴⁵

A peu près au même moment où, à Naples, le procureur de la Grande Chartreuse s'efforçait d'obtenir du pape la révision de la sentence de 1252, les représentants des deux parties en conflit, à savoir le prieur Bernard de la Tour et le moine *Guigo del Groyn* pour la Chartreuse, Henri de Portes et Riffier du Val Sainte-Marie de Bouvante⁴⁶ pour les prieurs, qui tous peut-être se méfiaient de la curie, étaient tombés d'accord pour faire arbitrer à Lyon leur différend par un comité composé des archevêques Jean de Vienne et Philippe de Lyon, du maître général des prêcheurs Humbert de Romans (1254-1263) et de deux autres dominicains, Pierre de Tarentaise⁴⁷ et Raoul de Varey.⁴⁸ Cet accord de principe entre les factions rivales *super discordia mota de modo celebrandi capitulum [...] generale, et de modo diffiniendi in capitulo et super omnibus querelis [...] fut* consigné par écrit dans un acte solennel commun par les intéressés eux-mêmes.⁴⁹ Ceux-ci, notamment, y prenaient l'engagement d'accepter et de faire appliquer le jugement des cinq arbitres quel qu'il fût et s'interdisaient tout recours ultérieur.⁵⁰

⁴⁵ Ibid., p. 551-554, n° 38 (bulle *Ea que iudicio*). Tout comme *Cura dilectus filius* et *Orta dudum inter*, cette bulle contient un exposé détaillé des faits et donne copie intégrale des pièces afférentes.

⁴⁶ Riffier succéda en 1257 à Bernard de la Tour à la tête de la Grande Chartreuse et resta en charge jusqu'en 1267.

⁴⁷ Pierre fut élu pape sous le nom d'Innocent V début 1276 ; il mourut en juin de la même année.

⁴⁸ *Privilegia ordinis cartusienis* (voir n. 20), p. 551 : *Sane petitio vestra nobis exhibita continebat, quod cum inter vos [le prieur Bernard de la Tour] et guigonem del groyn monachum vestrum et adherentes vobis ex parte una, et dilectum filium henricum portarum et riffierum vallis sancte marie domorum cartusienis ordinis priores et procuratores universitatis priorum eiusdem ordinis qui apud cartusiam in generali capitulo celebrato inibi congregati fuerant et eis adherentes ex altera, super modo celebrandi generale capitulum, necnon et modo diffiniendi ibidem que diffinienda noscuntur, ac etiam super quibusdam aliis diversis articulis orta fuisset materia questionis. Tandem mediantibus venerabili fratre nostro iohanne viennensi archiepiscopo, ac dilecto filio philippo lugdunensi electo, et fratribus humberto magistro ordinis predicatorum, ac petro rochelins de tharentasia, et radulpho de varey predicti ordinis predicatorum fratribus in quos fuit bincede concorditer compromissum amicabilem inter presentes compositio intervenit prout in litteris inde confectis plenius continetur, quam compositionem apostolico petivistis munimine roborari* (exposé du pape).

⁴⁹ Ibid., p. 552.

⁵⁰ Ibid. : *Predicta igitur omnia et singula promittimus et iuramus servare et tenere pro nobis et nobis adherentibus, et inducere adherentes nobis et socios nostros bona fide et pro posse nostro ad consentiendum ordinationi que fiet super premissis concorditer per predictos [les arbitres], et procurare et laborare bona fide in capitulo nostro generali proximo celebrando ut ordinatio que super premissis per*

Il fait peu de doute que les termes du jugement de Lyon avaient été présentés au cardinal Jean ; du moins celui-là partage-t-il, en des formulations par ailleurs très proches, deux importantes dispositions avec l'*ordinatio* cardinalice du 14 avril 1255, à savoir celle concernant les modalités d'élection et l'identité des six *electores diffinitorum* et des huit définiteurs⁵¹ et celle relative à la *plenitudo potestatis* du définitoire.⁵² En revanche, les autres décisions des arbitres lyonnais, certaines portant la marque d'une incontestable influence dominicaine⁵³, étaient on

predictos modo predicto facta fuerit approbetur et ratificetur. Et tandem etiam quod a domino papa confirmetur, [...] [...] Renunciamus autem nos omnes predicti spontane et ex certa scientia et sub vinculo prestiti iuramenti beneficio restitutionis in integrum et exceptionibus doli et in factum et omni exceptioni et privilegio seu indulgentie cuiuscumquam impetratis vel etiam impetrandis et iuri dicenti, generalem renunciationem non valere, et omni auxilio iuris canonici vel civilis vel etiam consuetudinis quod contra predicta nobis aliquomodo competere vel prodesse possit.

⁵¹ Ibid., p. 553 : *Singulis vero annis collecto capitulo generali apud domum cartusie, prior domus cartusie unum discretum et idoneum nominet electorem diffinitorum, scilicet quem voluerit seu de monachis domus cartusie seu de prioribus in eodem capitulo congregatis. Deinde quinque priores primarum domorum ipsius ordinis post domum cartusie singulariter singuli alios singulos diffinitorum nominent electores, sive de monachis domus cartusie sive de prioribus in eodem capitulo constitutis. Hoc pensato tamen de equali et debita portione, ut quinque predicti priores qui diffinitorum electores nominant annis mutantur singulis successive domorum ordinis cartusienis ordine conservato, descendendo videlicet per singulos priores in capitulo presentes usque ad ultimum inclusive, et postmodum a capite inchoando priore domus cartusie non mutato. Sex igitur electores statim postquam ut supra dictum est fuerint nominati secedent in locum ad hoc specialiter deputatum, et brevi tractatu inter se habito absque ulla personarum, partium, nationum vel conditionum acceptione eligant octo diffinitores pro sue arbitrio voluntatis, sive de seipsis sive de prioribus sive de monachis domus cartusie in eodem capitulo constitutis, quos teste fidei conscientia magis idoneos iudicabunt. Cf. supra, n. 38.*

⁵² *Privilegia ordinis cartusienis* (voir n. 20), p. 553 : *Qui diffinitores electi et nominati habebunt plenitudinem potestatis una cum priore domus cartusie, ordinare, statuere et diffinire, que secundum deum et propositi cartusienis ordinis observationem melius et utilius in ipso capitulo viderint ordinanda. Cf. supra, n. 39.*

⁵³ C'est du reste peut-être déjà le cas pour l'originale et forte formule *plenitudo potestatis* appliquée au pouvoir du définitoire, qui se trouve déjà employée, sous la forme *plenaria potestas*, dans les constitutions dominicaines dites « primitives » datant des années 1220 ; cf. De oudste constituties van de Dominicanen. Voorgeschiedenis, tekst, bronnen, ontstaan en ontwikkeling (1215-1237). Met uitgave van de tekst, ed. A.H. THOMAS (Bibliothèque de la Revue d'histoire ecclésiastique 42), Louvain 1965, p. 345 s. : *Isti autem diffinitores plenariam habeant potestatem super excessum magistri ordinis corrigendum vel de eo penitus removendo.*

ne peut plus originales⁵⁴ – et contredisaient même les termes de l'arbitrage d'avril 1255 sur des points essentiels :

1) Le définitoire prendrait ses décisions à la majorité des voix.⁵⁵ Le principe de la *maior pars*⁵⁶ ainsi introduit, le prieur de Chartreuse ne pouvait donc plus à lui seul bloquer le processus décisionnel, et les autres définiteurs acquéraient enfin la capacité d'agir de façon pleinement autonome. L'influence dominicaine est ici très nette : le définitoire du chapitre général des frères prêcheurs n'avait jamais fonctionné autrement.⁵⁷

2) Néanmoins, cette procédure pour ainsi dire ordinaire devrait s'effacer devant une autre, beaucoup plus lourde, dès que serait en jeu la « rigueur de l'ordre » (*rigor ordinis*), laquelle résonne comme l'écho lointain de l'« inflexible rigueur » de la discipline des premiers moines-ermite de Chartreuse jadis louée avec force emphase et enthousiasme, dans une lettre qu'il leur avait envoyée en 1100 de Calabre⁵⁸, par le fondateur Bruno de Cologne († 1101).⁵⁹ Ainsi, si un projet de définition élaboré par le définitoire devait signifier une *generalem et evidentem relaxationem ordinis, vel propositis cartusiensis*, les mécanismes de décision à

⁵⁴ Cf. SIMMERT, Zur Geschichte (voir n. 6), p. 682 : « Die unter dem eindeutigen Einfluß der Dominikaner gefundene Lösung änderte die bisherige Ordensverfassung [...] einschneidend ».

⁵⁵ *Privilegia ordinis cartusiensis* (voir n. 20), p. 553 : *Ita dumtaxat quod quicquid ab omnibus eis [les définiteurs et le prieur de Chartreuse] vel saltem a maiori parte ipsorum omnium, hoc est a quinque diffinitum fuerit vel statutum, plenam habebit in toto ordine firmitatem.*

⁵⁶ Cf. L. MOULIN, Sanior et maior pars. Note sur l'évolution des techniques électorales dans les Ordres religieux du VI^e au XIII^e siècle, dans : Revue historique du droit français et étranger 36 (1958), p. 368-397 et 491-529, plus particulièrement p. 507-517 : « L'affirmation du principe majoritaire pur et simple (XIII^e s.) ».

⁵⁷ Cf. De oudste constituties van de Dominicanen (voir n. 53), p. 345 : *Isti autem duodecim diffinitores duobus annis et duodecim priores provinciales tertio anno cum magistro ordinis omnia diffinient et constituent et tractabunt. Quod si in partes equales se dividerint, illorum sententia prevalebit, in quorum partem magister ordinis declinaverit. Si vero in partes inequales, obtineat sententia plurimum.*

⁵⁸ Lettres des premiers Chartreux, vol. 1: S. Bruno – Guigues – S. Anthelme. Introduction, texte critique, traduction et notes par un Chartreux [ed. M. LAPORTE] (Sources chrétiennes 88), Paris 1988, p. 82-89.

⁵⁹ Ibid., p. 82 : *Cognito rationabilis et vere laudandae disciplinae vestrae inflexibili rigore, ex crebra ac dulci relatione beatissimi fratris nostri Landovini [Landuin, désigné par Bruno pour lui succéder à la tête de la Grande Chartreuse après son départ définitif pour l'Italie en 1090] : necnon audito sancto amore vestro et incessanti studio erga ea quae integritatis et honestatis sunt, exsultat spiritus meus in Domino.*

appliquer seraient les mêmes que ceux établis par le cardinal Jean dans sa seconde sentence, à ceci près que la procédure mise en place par le cardinal était censée s'appliquer indistinctement à toutes les définitions et que le comité arbitral de trois membres à constituer en cas d'unanimité ou de quasi-unanimité des définiteurs (huit ou sept voix) contre le prieur de la Grande Chartreuse ne devrait plus nécessairement prendre sa décision à l'unanimité.⁶⁰ Le prieur de la Grande Chartreuse, érigé en garant du *rigor ordinis*, retrouvait donc dans une certaine mesure son pouvoir de blocage.

3) Toute dispense (particulière), c'est-à-dire *de facto* toute *dispensatio ad relaxationem rigoris ordinis pertinens*, de même que toute nouvelle disposition légale (*constitutio vel statutum*) devrait faire l'objet de deux lectures par deux chapitres consécutifs pour entrer en vigueur.⁶¹

⁶⁰ *Privilegia ordinis cartusiensis* (voir n. 20), p. 553 : *Hoc excepto quod generalem et evidentem relaxationem ordinis, vel propositi cartusiensis per constitutionem aliquam, vel statutum facere non valebunt [les définiteurs], nisi vel omnes diffinitores cum priore cartusie, vel saltem quattuor cum eodem consenserint in idipsum. Si vero dissentiente priore cartusie, septem vel octo diffinitores, aliquid in hoc casu ordinauerint vel statuerint, tunc duo arbitri eligantur, unus ex parte prioris cartusie, et alius ex parte diffinitorum, et tertius sit communis de toto electis monachorum cartusiensium et priorum collegio, ita tamen quod nullus sit de diffinitoribus supradictis. Et quicquid ipsi tres vel saltem duo ex eis super ordinatione illorum septem vel octo diffinitorum tenendum vel respuendum esse dixerint, prevalebit. Cf. supra, n. 40.*

⁶¹ *Privilegia ordinis cartusiensis* (voir n. 20), p. 553 : *Ad hec etiam ordinamus, quod dispensatio ad relaxationem rigoris ordinis pertinens, cum aliqua vel aliquibus domibus, specialiter per capitulum generale facta, non valeat usque quo per duo capitula generalia continua fuerit approbata. Nulla etiam constitutio vel statutum per capitulum generale fieri poterunt cum effectu, nisi per duo generalia capitula continua approbentur, non obstante aliquo quod superius sit expressum [d'évidence les différentes procédures décisionnelles, dont la procédure à suivre lorsque le *rigor ordinis* est en jeu, laquelle devait donc être appliquée par deux fois dans l'hypothèse d'une *constitutio* le remettant en cause]. La pratique de l'adoption d'une disposition législative en plusieurs lectures est elle aussi d'origine dominicaine, les prêcheurs exigeant pour leur part trois lectures consécutives (*inchoatio, approbatio et confirmatio*) : voir G.R. GALBRAITH, The Constitution of the Dominican Order. 1216 to 1360 (Publications of the University of Manchester 170 ; Historical Series 44), Manchester 1925, p. 107-109. Cette pratique, à défaut d'être expressément ancrée dans la norme constitutionnelle des prêcheurs, est suffisamment documentée par les actes de leurs chapitres généraux : cf., pour le XIII^e siècle, Acta capitulorum generalium ordinis Praedicatorum, vol. 1: Ab anno 1220 usque ad annum 1303, ed. B.M. REICHERT (Monumenta ordinis fratrum Praedicatorum historica 3), Roma 1898, à partir de la p. 6.*

4) Toute altération ultérieure par le définitoire des *singulares libertates, prerogative seu emunitates* [sic] *domus cartusie*, ainsi que de la *potestas prioris cartusie et auctoritas quam habet in capitulis generalibus* était interdite.⁶²

5) Enfin, le prieur de Chartreuse serait tenu de convoquer au « chapitre privé » quatre autres prieurs nommés par les définiteurs.⁶³

Cette *compositio*, une fois sanctionnée par le pape, permit aux chartreux de (provisoirement) rétablir une *pax* qui avait été bien malmenée depuis quelques années. En 1259 fut mise en chantier par le chapitre général la refonte complète des statuts de l'ordre, qui s'imposait du fait des nombreux changements intervenus depuis 1222 (*Statuta Jancelini*), 1248 (statuts complémentaires *De reformatione*) et, surtout, 1256 : les futurs *Statuta antiqua*⁶⁴, dont le chapitre 28 de la seconde partie, intitulé *Forma generalis capituli et privati*⁶⁵, fera expressément référence à l'arbitrage de Lyon avant d'en recopier la quasi-totalité des clauses.⁶⁶ La

⁶² *Privilegia ordinis cartusiensis* (voir n. 20), p. 553 : *Sed nec singulares libertates, prerogative seu emunitates [sic] domus cartusie, quas hactenus habere singulariter consuevit, per aliquam diffinitionem unius sive plurium capitulorum, sive privatorum, sive generalium auferentur eidem. Insuper etiam potestas prioris cartusie et auctoritas quam habet in capitulis generalibus, et quam hactenus habuerit super annum, auctoritate capituli generalis eidem semper remaneat, et eadem super annum auctoritate capituli generalis utatur, [...].*

⁶³ *Ibid.*, p. 553 s. : *Ad celebrandum vero privatum capitulum super annum, vocare tenebitur prior cartusie priores alios quattuor, de magis discretis et idoneis, nec multum remotis, illos dumtaxat, qui per diffinitionem generalis capituli ad hoc fuerint nominati.*

⁶⁴ *Statuta antiqua ordinis cartusiensis in tribus partibus comprehensa*, ed. J. AMOR-BACH, Bâle 1510 (réimpr. et paginé de façon continue sur plusieurs volumes dans : *The Evolution of the Carthusian Statutes* [voir n. 20], vol. 1 et 2 (Analecta cartusiana 99/1 et 2), Salzburg 1989, p. 57-269 ; c'est encore cette réimpression que je citerai directement *infra*). Le prologue de ces statuts, curieusement placé en début de seconde partie (consacrée aux moines profès), donnait la date de leur mise en œuvre : *Anno domini millesimo ducesimo quinquagesimo nono, visum est capitulo generali, quod omnes consuetudines et statuta nostri ordinis, simul in unam quantum possibile foret aggregarentur consonantiam, ut inveniri citius, et facilius possent memorie commendari* (*ibid.*, p. 162).

⁶⁵ *Ibid.*, p. 215-217.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 215 (art. 1) : *Generale capitulum et privatum celebretur secundam [sic pour secundum] formam compositionis recepte a capitulo generali, et a domino papa confirmate, quae forma talis est. Onze des 18 articles que comptait le chapitre *Forma generalis capituli et privati* avaient été extraits de l'arbitrage lyonnais : *ibid.*, p. 215-217, art. 2-5, 7 s. et 10-14. Seul l'article 5, relatif à l'élection des huit définiteurs par les six *electores*, avait été complété par la disposition suivante : *Ita tamen, quod excepto priore cartusie, nullus fit vel eligatur diffinitor in duobus capitulis successive* (*ibid.*, p. 216).*

promulgation de ces nouveaux statuts prit cependant du retard : en 1268, le conflit, brutalement, reprit.

Deuxième phase : les ultimes arbitrages (années 1268-1281)

Deux bulles de Clément IV (1265-1268) expédiées cette même année, *Ad nostrum pervenit* du 28 juillet⁶⁷ et *Christi sponsam sanctam ecclesiam* du 22 août⁶⁸, documentent par le menu ce nouveau rebondissement. Dans les deux cas, le pape, sur un ton fortement péremptoire et désapprouvateur vis-à-vis des définiteurs, cassait des décisions du chapitre général, sans doute à la demande du prieur et de la communauté de Chartreuse ; dans le second, en outre, il amendait à son tour les modalités d'adoption de dispositions remettant en cause le *rigor ordinis*.

Ad nostrum pervenit exemptait la Grande Chartreuse (ainsi que la chartreuse pontificale de Trisulti, donnée aux chartreux en 1204 par Innocent III) de l'interdiction de faire appel à Rome récemment décrétée par le définitoire à l'adresse de tous les membres de l'ordre – interdiction qui, à en croire le libellé de la bulle, visait aussi particulièrement toute éventuelle demande de révision de la *compositio* de 1255/1256 formulée par la Grande Chartreuse.⁶⁹ En outre, le pape prenait le soin d'interdire formellement aux définiteurs d'empêcher les deux maisons concernées de faire usage de ce privilège d'appel.⁷⁰

Christi sponsam sanctam ecclesiam, solennellement adressée à l'universalité de l'ordre cartusien (*dilectis filiis priori et conventui domus maioris cartusie, et universis prio-*

⁶⁷ *Privilegia ordinis cartusiensis* (voir n. 20), p. 556 s., n° 45.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 557 s., n° 47.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 556 s. : *Ad nostrum pervenit auditum quod diffinitores capituli generalis cartusiensis ordinis noviter in eodem capitulo cunctis prioribus et monachis ac ceteris dicti ordinis fratribus, districte in virtute obedientie, preceperunt, ne quisque eorum per se vel interpositam personam, tacite vel expresse, nobis vel alicui de romana curia scribere, nec aliquid contra statuta, libertatem, seu consuetudinem eiusdem ordinis sive contra compositionem inter maiorem domum cartusie et priores dicti ordinis factam quomodolibet procuraret. Nos igitur attendentes quod talis precepti observatio in grave dispendium dilectorum filiorum prioris et conventus dicte maioris domus posset multipliciter redundare, ipsi quoque domui que precipuis est manutenenda favoribus, et de cuius statu prospero sollicitate cogitamus, nec non domui sancti bartholomei de trisulto alatrinenensis diocesis, quam romana fundavit ecclesia, super his specialiter deferri volentes, priores, conventus et ceteros fratres domorum earundem a predicti observatione precepti generaliter et specialiter auctoritate apostolica duximus excimendos.*

⁷⁰ *Ibid.*, p. 557 : *Dictis insuper diffinitoribus et capitulo districtius inbibemus ne contra eosdem priores et conventus communiter vel divisim in aliquo hac occasione [celle d'un éventuel appel à Rome] procedant.*

ribus, fratribus et conversis cartusiensis ordinis⁷¹), était d'une toute autre ampleur. Après un long préambule imagé reprenant la phrase du Christ *In domo Patris mei mansiones multae sunt* (Io 14, 2) dans lequel il faisait l'éloge appuyé de l'antique observance cartusienne⁷², le pape accusait, en des termes très durs, les définiteurs du chapitre général de 1268 d'avoir, précisément, trahi cette dernière, en l'occurrence en permettant au procureur de la chartreuse de Meyriat de se déplacer à cheval trois fois par an et en adoptant trois statuts, le premier autorisant l'élevage de n'importe quelle espèce d'animal (domestique), le second la sépulture en habit séculier de prébendiers dans les cimetières de l'ordre et le troisième l'accensement à perpétuité ou la location de terres et granges cartusiennes à de tierces personnes.⁷³ Clément poursuivait, toujours sur le même ton, en reprochant à ces mêmes définiteurs d'avoir ainsi violé les prérogatives ancestrales de la Grande Chartreuse.⁷⁴ Puis, déclarant agir notamment par affec-

⁷¹ Ibid., p. 557.

⁷² Ibid., p. 557 s. : *Christi sponsam sanctam ecclesiam nullam rugam habentem aut maculam unitate fidei religionum universitas non mediocri venustate decorat, que licet una dici possit et debeat propter suorum civium unitatem, suis tamen per orbem dominus distributa superne retinet civitatis exemplar, que cum sit unica multas habet, testante domino, mansiones [...]. [...], ut ex his pateat, et ecclesie ipsius unitas que regularium distinctionem professionum non abjicit, et earundem diversitas que materni corporis nec tollit, nec lacerat unitatem. Ad banc sane pulchritudinem mirabilem que splendet et splenduit, quasi quadam varietate circumdata, pia mater retroactis temporibus adiecit plurimum ordo vester a suis fundatoribus, viris spiritualibus et tanquam adeps a carne penitus separatis, magno pariter et exacto consilio circumcisus, qui ab hominum segregati consortiis et ad vite subsidia necessaria satis paucis contenti, aquilarum more nidum suum in arduis posuerunt in praeceptis silicibus, et inaccessis rupibus habitantes, deliciarum hortum squalentis heremi solitudinem arbitrati, ubi lectionibus, orationibus et contemplationi vacantes, sollicitudine marthe se posita subsederunt ad pedes domini cum maria. [...].*

⁷³ Ibid., p. 558 : *Ceterum ut audivimus, pro tantis patribus nati filii, si tamen filii dici debeantur, qui paterna vestigia non sequuntur, in capitulis generalibus ad officium diffinitorum assumpti, ficto quodam compassionis affectu, domorum quarundam vestrarum deplorantes penuriam, causantes insuper quod generaliter totus ordo per religiones pauperes et modernas [sans doute les ordres mendiants] elemosynis pluribus defraudatur, quibus olim consueverat sustentari, de antiquis constitutionibus et observantiis vestri ordinis immutare plurima presumpserunt, et nuper inter cetera statuerunt quod domus singule omnis generis animalia libere possiderent, quodque procurator maiorevi ter in anno valeat equitare, quodque prebendarii vestri in vestris valeant cimiteriis sepeliri, et quod prioribus et conventibus singularum domorum liceat terras suas et grangias ad censum dare perpetuum, et quemcumque contractum facere, conversis et redditibus minime requisitis, et plura alia que a vetusto eiusdem ordinis usu laudabili noscuntur penitus aliena. Cf. LE COUTEULX, Annales ordinis cartusiensis (voir n. 5), vol. 4, p. 272 s. et Transumptum ex chartis capituli generalis (voir n. 18), p. 9.*

⁷⁴ *Privilegia ordinis cartusiensis* (voir n. 20), p. 558 : *Nonnulla insuper adiungentes que prerogativis preiudicant quas domus vestra maior habuisse dinoscitur ab antiquo. Sicque ut dicitur per diversa capitula tam severe quam utiles et sincere constitutiones et observantiae ordinis relaxantur, obscuratur*

tion particulière envers l'ordre cartusien, auquel son propre père avait appartenu, et dans le but de réparer les « dommages » (*dispendia*) qu'il venait de dénoncer⁷⁵, il édictait une nouvelle procédure en matière de révision constitutionnelle, prescrivant qu'à l'avenir, toute *immutatio* devrait avoir obtenu l'aval et du prieur et de la communauté de Chartreuse, ce lors de trois chapitres généraux successifs.⁷⁶ Ainsi le pape, outre rendu caduc le dispositif de 1255/1256 et, de fait, presque totalement impossible toute mitigation des statuts, élevait-il le couvent de la Grande Chartreuse au rang de nouvel organe constitutionnel ayant vocation à garantir, aux côtés de son prieur, le sacro-saint *rigor ordinis*. C'était là redonner à la maison-mère de l'ordre et à son supérieur une grande partie du pouvoir qu'ils avaient perdu dans les années 1250. Pour finir, il annulait les *statuta* qui avaient provoqué son ire.⁷⁷ Dans cette affaire et comme au cours de la décennie précédente, le Saint-Siège n'aurait cependant pas le dernier mot, ce d'autant plus qu'après le décès de Clément, intervenu quelques mois après l'expédition de *Christi sponsam sanctam ecclesiam*, le 29 novembre 1268, le siège pontifical allait rester vacant près de trois ans, Grégoire X (1271-1276) ne coiffant la tiare qu'en septembre 1271.

Très probablement parce que *Christi sponsam sanctam ecclesiam* et l'arbitrage de Lyon se contredisaient radicalement, les chartreux décidèrent un an plus tard, lors du chapitre général de 1269, de s'en remettre de nouveau à l'arbitrage de personnalités extérieures, cette fois-ci au nombre de trois, dont encore Humbert de Romans (qui entre-temps, en 1263, avait démissionné de ses fonctions de maître général de l'ordre des prêcheurs), comme nous l'apprend *instrumentum publicum* rédigé pour l'occasion en présence de l'archevêque de Tarentaise et de l'évêque Guillaume de Grenoble.⁷⁸ Dans cet acte, les procureurs des deux parties instituaient les arbitres choisis *arbitratores et amicabile compositores et*

aurum ipsius et color optimus immutatur, et qui procurant talia, eiusdem ordinis excellentie detrahunt, dum infirmitati condescendere se confingunt.

⁷⁵ Ibid. : *Nos vero, qui vos, vestrum ordinem et diligimus et dileximus ex affectu, in quo bone memorie qui secundum carnem nos genuit pater noster et religiose vixisse noscitur et agonem suum feliciter creditur consummasse, dictis dispendiis et similibus salubri consilio duximus obviam, [...].*

⁷⁶ Ibid. : *Statuimus igitur et inviolabiliter observari precipimus, quod de antiquis ipsius ordinis constitutionibus generali capitulo vel diffinitoribus nunquam liceat absque prioris et monachorum domus maioris cartusie consilio et assensu aliquid immutare. Sed nec eis consentientibus immutatio huiusmodi robur habeat donec eorum perdurante consensu in tribus capitulis generalibus successive fuerit confirmata.*

⁷⁷ Ibid. : *Ea tamen que in vestro capitulo generali nuper fuere statuta, quorum vel in specie vel in genere supra fecimus mentionem, penitus reprobamus et omni carere volumus robore firmitatis.*

⁷⁸ LE COUTEULX, *Annales ordinis cartusiensis* (voir n. 5), vol. 4, p. 280-282.

Statutorum reformatores et statuendorum institutores, c'est-à-dire leur confiaient aussi le soin d'amender le projet de nouveaux statuts, juraient de respecter la sentence qui serait prononcée et renonçaient à leurs appels en curie.⁷⁹ L'arbitrage tant attendu intervint deux ans plus tard.

Dans le sillage du chapitre général de 1271, le 5 mai, fut tout d'abord rédigé par l'évêque Guillaume de Grenoble, en présence de deux des arbitres désignés en 1269, un nouvel acte que les définiteurs de l'année contresignèrent : les prieurs absents lors du chapitre général de 1269, de même que les définiteurs ratifiaient l'accord conclu en 1269, et le prieur et la communauté de Chartreuse renonçaient au bénéfice des privilèges accordés par feu Clément IV ; dans le même temps étaient nommés deux nouveaux procureurs chargés de représenter les parties devant la commission arbitrale.⁸⁰ Celle-ci rendit sa sentence en Chartreuse le 19 juillet suivant⁸¹, en remettant aux procureurs des parties la version

⁷⁹ Ibid., p. 280 s. : *Nos F. G. [Gérard] Prior et totus Conventus Domus Cartusiae et Priores forenses infra scripti nobis adhaerentes, ex una parte ; et nos F. Joannes Majorevi et Burno Luvigniaci [Lugny] Priores pro nobis et aliis Prioribus infra scriptis absentibus, quorum procuratores sumus sicut in eorum litteris infra annexis plenius continetur ; et nos F. Jo. Sylvae Benedictae et Jo. Apponiaci [Apponay] et Rogerius Vallis viridis Parisiensis [Vauvert] Priores, ex altera ; notum facimus universis praesentes litteras inspecturis, quod cum controversia seu contentio vertetur inter nos super modo et forma tenendi Capitulum generale apud Cartusiam, et super quibusdam Statutis et innovationibus Statutorum anno praeterito, et alias inter nos factis et quibusdam etiam aliis faciendis, rescandis, minuendis, mutandis, declarandis. ... Tandem nos, praedictae partes, pro bono pacis unanimiter compromittimus alte et basse in religiosos viros fratrem Humbertum de Romanis de Ordine Praedicatorum, et fratrem Arnaldum]. Priorem Sancti Salvatoris et fratrem Guiffredum Priorem de Bozello, tamquam in arbitros arbitratores et amiables compositores et Statutorum reformatores et statuendorum institutores ; dantes eisdem plenariam potestatem examinandi negocium nostrum de plano et sine strepitu iudicii. ... partibus praesentibus vel altera ipsarum absente ; promittentes eis solemnem stipulationem et iuramentis in animas nostras interpositis, per personas infra scriptas de speciali et expresso mandato nostro pro nobis et successoribus nostris, nos stare et obedire in perpetuum dicto et dictis, statuto et statutis, et praenunciationibus quas dicti arbitratores ... duxerint promulgandas vel statuendas. [...]. Et renunciamus expresse omnibus appellationibus a nobis ad Sedem apostolicam interpositis pro isto negotio, contra Domum Cartusiae seu Priorem et Conventum suum vel adhaerentes eisdem. Suivait en annexe la copie de la procuracion faite aux deux représentants des prieurs évoquée dans le texte supra : ibid., p. 281 s.*

⁸⁰ Ibid., p. 295-297. A noter que l'on retrouve dans ce document le moine de Chartreuse Guido del Groyn (ici : Groing) en qualité de définiteur et, comme en 1255, de (possible) procureur de sa maison.

⁸¹ Ibid., p. 298-300. La sentence commençait par un long exposé dans lequel les arbitres prenaient acte, en citant l'acte public rédigé pour l'occasion, de la mission qui leur avait été confiée en 1269, puis se référaient à la *compositio* lyonnaise de 1255/1256, à la bulle *Christi sponsam sanctam ecclesiam* et à la renonciation au bénéfice de cette dernière

des nouveaux statuts – les *Statuta antiqua* – qu'ils avaient établie⁸² et en en ordonnant la promulgation lors du prochain chapitre général (1272).⁸³ Sur le fond, c'est-à-dire en ce qui concerne la *forma* du chapitre, les arbitres, à l'article *Forma generalis capituli et privati* des statuts, modifiaient quelque peu l'ordonnance de Clément IV, la 'croisant' avec la disposition afférente de la sentence de 1255/1256 : toute mitigation de l'*antiquus rigor ordinis* devrait être votée à l'unanimité par les définiteurs et à la majorité par la communauté de la Grande Chartreuse, ce deux années de suite (et non plus trois comme exigé par Clément IV).⁸⁴ Ainsi la maison-mère était-elle confirmée dans son rôle de gardienne du *rigor ordinis* ; son prieur perdait cependant d'un coup ses prérogatives.⁸⁵ En effet, même si celui-ci présidait le définitoire et y avait droit de vote, il

exprimée deux mois et demi plus tôt par le prieur et la communauté de Chartreuse : ibid., p. 298 s.

⁸² Ibid., p. 299 s. : *Tandem nos dicti arbitri, arbitratores, statutarii seu Statutorum reformatores, [...] ; habito cum dictis procuratoribus diligenti tractatu atque consilio, examinato negotio de plano, et perlectis antiquis litteris et novis constitutionibus Ordinis Cartusiensis, et aliis quibus partes quaestionem inter se referebant ; praesentibus praedictis procuratoribus apud Cartusiam, ordinamus, dicimus et pronunciamus quod praedictae partes specialiter compromiserunt et praedicti procuratores, et per ipsos totum Capitulum generale Cartusiense, tres Compilationes Statutorum seu constitutionum (quibus appendent sigilla nostra), quarum prima est de divinis Officiis, secunda est de Monachis et ad ipsos pertinentibus, tertia est de Conversis et Redditis, per nos reformatas, declaratas, et in quibusdam mutatas et rescatas et additas, pro Statutis seu constitutionibus Ordinis Cartusiensis pro se suisque successoribus et conventibus recipiant, et observent, et faciant ubique ab aliis suis subditis observari, [...]. Les trois arbitres laissaient toutefois aux chartreux le soin de réviser eux-mêmes certains paragraphes ; ibid., p. 300 : *Has autem Compilationes tradimus dictis Procuratoribus recipientibus reformatas, exceptis titulis de Fugitivis et Expulsis tam Monachis quam Conversis et Redditis, et de Monialibus Ordinis Cartusiensis ; quos titulos relinquimus Capitulo generali Cartusiensi reformandos.**

⁸³ Ibid. : *Volentes et ordinantes quod procuratores praedicti et proximum Capitulum generale, praefatas compilationes recipiant et observent ex nostra pronunciatione eis de verbo ad verbum ordinando et diffiniendo totaliter legisimus ; [...].*

⁸⁴ *Statuta antiqua ordinis cartusiensis* (voir n. 64), p. 216 (art. 9) : *Hoc excepto, quod contra aliquid eorum que continentur in tribus compilationibus statutorum [les Statuta antiqua], sive constitutionum traditis per compromissarios, sive statuarios, scilicet per fratrem humbertum de romans de ordine predicatorum, et fratres guiffredum bozoselli, et artaldum sancti salvatoris, priores, datos auctoritate totius capituli generalis cartusiensis, nihil possit statui de cetero pro quod antiquus rigor cartusiensis ordinis minuat, nisi de assensu omnium diffinitorum, et consensu conventus cartusie, vel maioris partis ipsius, ubi ordo huiusmodi ortum cepit. Nec tunc, nisi per duo capitula continua approbetur.* Cette nouvelle procédure se substituait à celle mise en place par l'arbitrage de 1255/1256 : cf. supra, n. 60.

⁸⁵ Cf. sur ce qui suit MOULIN, L'Assemblée (voir n. 6), p. 21 s.

n'avait pas la qualité de *diffinitor* ; sa voix n'était donc pas nécessaire pour obtenir l'unanimité prescrite. D'autre part, au sein du chapitre conventuel de la Grande Chartreuse, sa voix, qui avait le même poids que celle des autres profès, n'était certes pas nécessaire pour qu'il y ait majorité.

Les *Statuta antiqua* mettaient donc en place un fin système décisionnel, différencié selon le type de décision à prendre :

– La révision de *statuta* déjà en vigueur, assimilée à une *relaxatio* ou *immutatio* de l'*antiquus rigor ordinis*, exigeait l'unanimité des définiteurs et l'accord (de la majorité) des profès de la maison-mère sur deux ans.

– L'adoption de nouveaux *statuta*, dans la mesure où elle ne modifiait pas des normes en vigueur, nécessitait un vote à la majorité des (neuf) membres du définitoire, là aussi deux années de suite.

– Les éventuelles autres décisions, celles de portée disciplinaire ou administrative, ne dépendaient que d'un unique vote à la majorité des membres du définitoire.⁸⁶

Cette énième sentence arbitrale, bien que maintenant inscrite dans la norme statutaire, eut visiblement du mal à être acceptée par les intéressés. En effet, près de cinq ans plus tard, à savoir le 26 février 1277, le cardinal-prêtre Guillaume de Saint-Marc, commis *ad hoc* par le pape Jean XXI (1276-1277), promulguait une ordonnance au sujet de la *forma* du chapitre⁸⁷ : à la demande des deux

⁸⁶ Là encore seulement dans la mesure où le *rigor ordinis* n'était pas touché ; cf. *Statuta antiqua ordinis cartusienis* (voir n. 64), p. 217 (art. 18) : *Item nullus utatur statuto de novo aliquo vel dispensatione circa rigorem ordinis de novo facta, quousque per duo capitula continua fuerit approbata*. Cette disposition fut précisée au siècle suivant dans les *Statuta nova* de 1368 ; cf. *Statuta nova ordinis cartusienis in tribus partibus antiquorum statutorum partibus correspondentibus comprehensa*, ed. J. AMORBACH, Bâle 1510 (réimpr. et paginé dans : *The Evolution of the Carthusian Statutes* [voir n. 20], vol. 2 (*Analecta cartusiana* 99/2), Salzburg 1989, p. 271-321 ; c'est, là encore, à cette réimpression que je me réfère), ici p. 312 (2^e partie, chapitre 10 : *De diversis institutis et de quorundam dubiorum declaratione*, art. 7) : *Declaramus quod illud statutum quod dicit quod nemo utatur statuto novo donec per duo capitula continua fuerit confirmatum, intelligendum est solummodo de illis statutis que fierent contra rigorem ordinis*. Ainsi l'obligation de double lecture en matière de nouvelle législation se trouvait-elle atténuée dans la mesure où un nouveau statut ne remettait pas en cause le *rigor ordinis* entré en vigueur dès la première année de son adoption par le définitoire (quitte à ne pas être confirmé et donc supprimé l'année suivante).

⁸⁷ LE COUTEULX, *Annales ordinis cartusienis* (voir n. 5), vol. 4, p. 325-328. Tout comme celles de son collègue Jean de Saint-Laurent en 1252 et 1255, l'ordonnance de

procureurs envoyés à la curie d'une part par le prieur de la Grande Chartreuse Pierre de Montignac⁸⁸ et son couvent et, d'autre part, par un nombre indéterminé d'autres prieurs de l'ordre, ignorant complètement la sentence de 1271, il remettait en vigueur celle de 1255/1256 (*ordinationes domini Joannis cardinalis, Archiepiscopi Viennensis et collegarum*)⁸⁹, non sans interdire toute éventuelle remise en cause ultérieure de sa décision par voie d'appel non-autorisé par le chapitre général.⁹⁰ Une ultime fois, les débats au sujet de la bonne *forma* n'étaient néanmoins pas encore clos. Ironie de l'histoire peut-être, c'est une commission arbitrale pour la première fois purement cartusienne qui, en 1281, s'acquitta de cette tâche.

À la Toussaint de cette année-là, un comité de trois prieurs cartusiens qui avait été désigné lors du chapitre général se pencha sur l'ordonnance du cardinal Guillaume, que cela soit pour des raisons de fond, l'ordonnance renvoyant simultanément et sans plus de précision à deux sentences se contre-

Guillaume contient un exposé détaillé éclairant l'essentiel de ce qui s'était passé auparavant.

⁸⁸ Pierre, en charge depuis 1276, mourut deux jours après que Guillaume eut rédigé son ordonnance, à savoir le 28 février ; c'est donc son successeur, Boson, qui la reçut.

⁸⁹ LE COUTEULX, *Annales ordinis cartusienis* (voir n. 5), vol. 4, p. 327 : *Comparentibus itaque coram predicto sanctissimo Patre domino Joanne Papa XXI viris religiosis, fratre Guillelmo Priore de Parco [Le Parc] vestri Ordinis, [...], et fratre Jacobo de Secusia monasterii Cartusiae monacho, nostri dilecti filii Petri nunc Prioris Cartusiae Conventusque ejusdem loci ac totius Capituli generalis Cartusienis Ordinis procuratoribus, praedicto Joanni Papae XXI ex parte vestra humiliter supplicarunt ut vobis et universo Ordinis providere paterna sollicitudine misericorditer super his dignaretur. Idem vero Dom. Joan. Papa XXI, vobis ac universo Ordini vestro affectu paterno compatiens, nobis Guillelmo [sic] tituli S. Marci presbytero cardinali praedicto, vivae vocis oraculo, summarie sine figura aut iudicii strepidu, ipsum examinandum negotium, statuendum, disponendum, etc. commisit, etc. Nos igitur visis et diligenter inspectis omnibus ordinationibus antedictis ... factaque super his praedicto Domino Joanni Papae XXI relationi fidei, habitisque super his pluribus tractatibus cum procuratoribus antedictis ; solum Deum habentes prae oculis, et totius Ordinis pacem et tranquillitatem zelantes, de ipsius Domini Papae speciali licentia et mandato ... sed etiam sicut iidem procuratores asserebant ad hoc totius Ordinis praelibati vota concurrunt, vestris supplicationibus favore dignissimis annuentes ... ; vos et eundem Ordinem et omnes ac singulos professores ipsius ad statum pristinum et supradictas ordinationes domini Joannis cardinalis, Archiepiscopi Viennensis et collegarum praedictorum totaliter reducentes, etc.*

⁹⁰ Ibid., 327 s. : *Ad haec pro conservando eodem Ordine in sancto contemplationis otio et salutari quiete, de certa scientia ipsius Domini Papae, districtius inhibemus ne aliqui vel aliquis de Ordine saepe dicto, ab eadem Sede seu legatis ipsius, contra supra dictas ordinationes Cardinalis et Archiepiscopi Viennensis et collegarum ipsorum, seu contra tenorem praesentium, absque consensu Capituli generalis vestri Ordinis litteras aliquas impetrare praesument.*

disant en partie (celle du cardinal Jean et celle des arbitres qui s'étaient réunis à Lyon) et/ou de forme, la validité du mandat pontifical octroyé à Guillaume de Saint-Marc prêtant à discussion.⁹¹ Ils rendirent alors un arbitrage⁹², qui serait aussi le tout dernier : [...] *reducimus Capitulum generale et totum Ordinem ad illum statum in quo erat tempore Gregorii Papae decimi*.⁹³ En d'autres termes : la *forma* telle que consignée dans les *Statuta antiqua*, qui incluait l'arbitrage de 1271, était bel et bien celle qu'il fallait suivre.⁹⁴ Étaient aussi attribués en propre au prieur de la Grande Chartreuse quatre privilèges⁹⁵, dont celui d'une double voix *ad rigorem Ordinis observandum* lors des délibérations auxquelles il était appelé à participer.⁹⁶

⁹¹ Cf. *ibid.*, p. 351 (raisons formelles) et MOULIN, L'Assemblée (voir n. 6), p. 23 (raisons à la fois de fond et de forme).

⁹² LE COUTEULX, *Annales ordinis cartusienis* (voir n. 5), vol. 4, p. 351 s.

⁹³ *Ibid.*, p. 351.

⁹⁴ Une phrase plus haut toutefois, les arbitres avaient (bien étrangement) confirmé la validité de l'ordonnance du cardinal Guillaume ; *ibid.* : [...] *sic sententiamus et arbitrando definimus, revocationem per dominum Guillelmum tituli sancti Marci factam, habere roboris firmitatem et debere jure subsistere. Et ob hoc reducimus [...]*. L'arbitrage de 1271 et les sentences de 1255, qui avaient ceci de commun qu'ils entendaient régler les modalités de révision constitutionnelle en matière de *rigor ordinis*, étant on ne peut plus contraires, il est pour le moins difficile de comprendre cette annotation et, *a fortiori*, le *ob hoc* introduisant la seconde disposition : les trois prieurs voulaient-ils dire que l'ordonnance de Guillaume n'était valable que sur un plan purement formel (pour ensuite la réviser) ? Ou n'avaient-ils tout simplement pas vu la contradiction existante ? Une dernière hypothèse, certes bien extrême, pourrait être avancée : par *illum statum in quo erat tempore Gregorii Papae decimi*, les arbitres auraient qualifié la norme prévalant avant l'acte solennel et déterminant du 19 juillet 1271, c'est-à-dire bel et bien celle de la *compositio* de 1255/1256, remise en vigueur par le cardinal Guillaume, rangeant ainsi la totalité de l'année 1271 sous le pontificat de Grégoire X, alors que celui-ci ne monta sur le trône de Pierre qu'en septembre, soit tout de même presque un mois et demi après l'acte de juillet. Une telle erreur de chronologie est cependant difficilement concevable. De même : comment alors expliquer que dans l'édition des *Statuta antiqua* de Jean Amorbach, qui date de 1510, c'est bien le règlement de juillet 1271 que l'on lit ?

⁹⁵ Voir *ibid.*, p. 351 s. : 1) droit d'entendre en confession n'importe quel prieur de l'ordre le souhaitant, 2) droit d'accepter *super annum* les démissions de prieurs résignataires, 3) double voix (voir *infra*), 4) droit de transférer jusqu'à deux moines de son monastère dans un autre.

⁹⁶ *Ibid.* : *Item concedimus eidem [Priori Cartusiae qui nunc est, et qui pro tempore fuerit] ut ubique in tractatibus Ordinis duplicem vocem habeat ad rigorem Ordinis observandum*. Ce privilège fut par la suite inscrit dans les statuts ; cf. *Statuta nova ordinis cartusienis* (voir n. 86), p. 293 (2^e partie, chapitre 10 : *De priore et eius officio*, art. 3) : *Item ubique in tractatibus duplicem habet vocem, ad rigorem ordinis conservandum*. Le privilège de la double voix accordé au *caput ordinis*, surtout destiné à faire la différence en cas de partage égalitaire des voix au sein du

Ainsi, lors des votes exigeant la majorité des membres du définitoire (pour rappel : les huit définitors et le prieur de Chartreuse), le *caput* de la maison-mère et de l'ordre était-il à même, mais à un bien moindre degré qu'avant 1271, de faire la décision.⁹⁷

Passé 1281, la *forma capituli* ne fit plus l'objet ni de controverses, ni d'amendements notables : l'ordre cartusien avait enfin trouvé, après 30 années de troubles, son équilibre constitutionnel et gouvernemental.⁹⁸ Cet équilibre allait perdurer jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle. La *forma* héritée du XIII^e siècle fut alors, à la suite du concile Vatican II, soucieux de 'démocratiser' le gouvernement des ordres religieux, complètement revue, l'assemblée plénière des participants au chapitre général recouvrant la détention et l'exercice de l'autorité suprême dans l'ordre au détriment du définitoire.⁹⁹

En guise de conclusion : court bilan et perspectives du conflit

Qu'avaient apporté 30 ans de crise constitutionnelle aux chartreux ?

La définition d'un idéal proprement cartusien et au plus haut point conservateur : l'*antiquus rigor ordinis*, objectif certes avec difficulté, mais finalement succès dans le droit de l'ordre. Les organes constitutionnels qu'étaient le chapitre général et (surtout) son définitoire, ainsi que le prieur et le couvent de la maison-mère avaient pour fonction première d'en garantir l'intégrité et la réali-

définitoire, était pratiqué à la même époque par d'autres ordres religieux, ainsi par exemple par les dominicains (voir *supra*, n. 57) ou par les cisterciens (cf. *Statuta capitulorum generalium ordinis Cisterciensis ab anno 1116 ad annum 1786*, 8 vol., ed. J.M. CANIVEZ (Bibliothèque de la Revue d'histoire ecclésiastique 9-14B), Louvain 1933-1941, ici vol. 3, p. 27 [§ 4] : *Stetur sententiae maioris partis eorum* [les définitors]. *Cumque ipsorum sententia in discordiam venerit, abbas Cistercii reputabitur pro duobus* [bulle de réforme *Parvus fons* du 9 juin 1265]).

⁹⁷ Cf., pour une présentation détaillée du privilège et de ses effets, MOULIN, L'Assemblée (voir n. 6), p. 23-27 : « Le privilège de la double voix ». L'auteur part néanmoins de l'idée que le privilège devait indistinctement jouer lors de toutes les délibérations, donc aussi lors des délibérations *ad rigorem ordinis*, ne s'aperçant pas qu'il ne présente, même dans l'hypothèse où son détenteur serait appelé à s'exprimer, aucun intérêt dès lors que l'unanimité du corps des votants est requise.

⁹⁸ Cf. SIMMERT, Zur Geschichte (voir n. 6), p. 684 : « Verfassungsrechtlich ist das Definitorium auf diesem Zustand stehengeblieben ».

⁹⁹ Cf. brièvement LAPORTE, Grande Chartreuse (voir n. 19), col. 1102 s. et 1104-1106 (« Le gouvernement de l'ordre »).

sation. La crise n'avait par ailleurs pas peu contribué à achever la construction d'un édifice constitutionnel unique au sein de la *vita regularis* médiévale (et post-médiévale) : l'ordre cartusien lui-même.¹⁰⁰

Plus largement, le conflit qui déchira l'ordre cartusien dans la seconde moitié du XIII^e siècle éclaire de façon concrète et significative les rapports, pouvant être étroits et complexes, entre papauté et ordres religieux en matière d'élaboration du *ius particulare* de ces derniers¹⁰¹, ainsi que les possibles facettes du 'transfert institutionnel' entre les ordres eux-mêmes, en l'occurrence entre *ordo praedicatorum* et *ordo cartusiensis*.

¹⁰⁰ Cf. CYGLER, Das Generalkapitel (voir n. 1), p. 297-313 : « Schluß : zum kartäusischen Verfassungskonzept » et MOULIN, L'Assemblée (voir n. 6), p. 29-67, plus particulièrement p. 29-34 : « Les particularités de l'ordre cartusien ».

¹⁰¹ Ces rapports constituent encore une *terra incognita* pour l'historien médiéviste ; cf. toutefois G. MELVILLE, Ordensstatuten und allgemeines Kirchenrecht. Eine Skizze zum 12./13. Jahrhundert, dans : P. LANDAU / J. MÜLLER (dir.), Proceedings of the Ninth International Congress of Medieval Canon Law. Munich, 13-18 July 1992 (Monumenta iuris canonici, Series C, 10), Città del Vaticano 1997, p. 691-712 et ID., Zum Recht der Religiosen im « Liber extra », dans : Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, kanonistische Abteilung 87 (2001), p. 165-190.

PREDIGER, LEGATEN UND MÄRTYRER: DIE ZISTERZIENSER IM KAMPF GEGEN DIE KATHARER

JÖRG OBERSTE

1. Einleitung¹

Die Zisterzienser des 12. Jahrhunderts haben nicht lange ihrem eremitischen Ideal, ihrer Sehnsucht nach Weltabgeschiedenheit und kontemplativem Gebet ungestört nachleben dürfen. Der Ruf der weltlichen Kirche erreichte den Orden bereits in der Generation der Gründerväter: Bischöfe, Kardinäle und päpstliche Legaten entwuchsen der zisterziensischen Gemeinschaft; kaum ein halbes Jahrhundert nach der Gründung des *Novum monasterium* bestieg einer der ihren gar die Cathedra Petri: Papst Eugen III., gewählt im Februar 1145, war um 1138 als Mönch in Clairvaux eingetreten und nur drei Jahre später vom heiligen Bernhard zur Gründung einer neuen Zisterze nach Latium entsandt worden.² Später sollte sich der Papst wehmütig an diesen Schritt zurück in die lärmende Welt Italiens und der Kurie erinnern, „entrissen der Hut unseres Vaters, weggestoßen vom Schoß unserer Mutter und von den Brüsten ihrer Tröstung“ (Ep. 343)³, wie er dem heiligen Bernhard fast vorwurfsvoll nach Clair-

¹ Die Beschäftigung mit der Vergleichenden Ordensgeschichte des hohen Mittelalters verdanke ich den Anregungen des hier zu Ehrenden, insbesondere seinen Studien zu Cluniazensern und Zisterziensern, zur Schriftkultur und zum institutionellen Gefüge mittelalterlicher Orden. Vgl. u.a. G. MELVILLE, *Diversa sunt monasteria et diversa habent institutiones*. Le molteplici forme organizzative dei religiosi nel Medioevo, in: Chiesa e società in Sicilia. I secoli XII-XVI, hg. von G. ZITO, Torino 1995, S. 323-345; DERS., *Duo novae conversationis ordines*. Zur Wahrnehmung der frühen Mendikanten vor dem Problem institutioneller Neuartigkeit im mittelalterlichen Religiosentum, in: Die Bettelorden im Aufbau. Beiträge zu Institutionalisierungsprozessen im mittelalterlichen Religiosentum (Vita regularis 11), hg. von G. MELVILLE / J. OBERSTE, Münster 1999, S. 1-23.

² Aus der zahlreichen allgemeinen Forschungsliteratur zu diesem Zeitabschnitt der zisterziensischen Ordensgeschichte sei nur verwiesen auf die Beiträge in: Die Zisterzienser. Ordensleben zwischen Ideal und Wirklichkeit (Schriften des Rheinischen Museumsamtes 10), hg. von K. ELM / P. JOERISSEN / H. J. ROTH, Köln 1980 sowie Die Zisterzienser. Ordensleben zwischen Ideal und Wirklichkeit, Ergänzungsband, hg. von K. ELM / P. JOERISSEN, Köln 1982.

³ Migne PL 182, Sp. 547f.